Relations ville-campagne dans le Pays Ajaccien

Penser la place de l'agriculture à partir des paysages agraires ?

*City-countryside relationships in the peri-urban area of Ajaccio – The promotion
of rural landscapes as a tool against land's pressure ?*

Caroline Tafani

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/16678>

DOI : 10.4000/paysage.16678

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Caroline Tafani, « Relations ville-campagne dans le Pays Ajaccien », *Projets de paysage* [En ligne], 7 |
2012, mis en ligne le 04 janvier 2012, consulté le 08 mai 2021. URL : [http://journals.openedition.org/
paysage/16678](http://journals.openedition.org/paysage/16678) ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.16678>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Relations ville-campagne dans le Pays Ajaccien

Penser la place de l'agriculture à partir des paysages agraires ?

City-countryside relationships in the peri-urban area of Ajaccio – The promotion of rural landscapes as a tool against land's pressure ?

Caroline Tafani

Introduction

- 1 La ville d'Ajaccio, située sur la rive occidentale de la Corse, est le premier pôle d'attractivité de l'île, rassemblant 30 % des emplois et près de 22 % de la population insulaire. La ville ne cesse de s'étendre sur son espace périphérique. Cet espace périurbain est ainsi le lieu de rencontre de la ville et de la campagne où se pratique encore un agropastoralisme de tradition méditerranéenne, pourtant fragilisé par les dynamiques urbaines. Dans cette campagne périurbaine, les acteurs territoriaux s'interrogent sur la place et les fonctions de l'agriculture, activité historiquement structurante de la vallée de la Gravona.
- 2 Ce contexte nous amène au questionnement suivant : alors que l'agriculture côtière corse est « au cœur d'enjeux contradictoires, entre pression foncière et valorisation du terroir » (Tafani, 2010a), le focus paysager est-il pertinent pour porter la durabilité de l'activité agricole ? Cette interrogation rejoint les préoccupations actuelles des acteurs du monde agricole en Corse-du-Sud : en effet, pour assurer son rôle de défense de l'usage agricole des terres et de développement de l'activité, la cellule « foncier et aménagement » de la chambre d'agriculture s'interroge sur la façon d'intégrer la dimension paysagère aux diagnostics agricoles qu'elle réalise en amont de l'élaboration des documents d'urbanisme. Cette approche suppose que l'entrée paysagère tend à mobiliser plus facilement des acteurs de l'aménagement qui sont parfois quelque peu éloignés des considérations agricoles purement structurelles et productives. Le paysage focalise en effet sur les enjeux portés par une grande diversité d'acteurs. Ainsi, comme

le souligne Anne-Marie Jouve (2007), la multifonctionnalité de l'agriculture peut être perçue comme une « chance de survie » pour les agricultures méditerranéennes qui subissent la pression de l'urbanisation. Alors que le lancement du projet de Scot Grand Ajaccio vient d'être annoncé, nous nous demandons quelle est l'attention portée aux paysages agraires dans les études de préfiguration. En particulier, les nouvelles relations ville-campagne qui émergent dans le Pays ajaccien sous-tendent-elles l'élaboration d'un projet de territoire périurbain durable où une agriculture multifonctionnelle a sa place dans le paysage ?

- 3 À l'instar de Martin Vanier (2005), nous faisons l'hypothèse que la promotion de la dimension paysagère de l'activité agricole et l'intégration de l'agriculture comme élément de l'aménagement de l'espace au sein de la communauté d'agglomération du Pays ajaccien seront opératoires à condition que se construise une réelle « interterritorialité » qui dépasse le clivage ville-campagne et consolide la demande sociale pour une agriculture multifonctionnelle. Les acteurs de l'aménagement doivent également tenir compte de l'importance de l'assise spatiale des aménités paysagères produites par l'agriculture. Celles-ci peuvent en effet être abordées comme le résultat du fonctionnement des systèmes agricoles dans l'espace et le temps (Deffontaines, 1988 et 1998 ; Cochet, 2005 ; Gatien *et al.*, 2009). C'est cette approche par le foncier agricole et l'occupation de l'espace que nous privilégierons pour traiter des questionnements exposés ci-avant.
- 4 Dans un premier temps, les mutations des paysages de la communauté d'agglomération du Pays ajaccien sont analysées du point de vue des dynamiques d'occupation des sols. Nous nous interrogeons ensuite sur la place accordée aux paysages agraires dans la contractualisation émergeant entre citoyens et paysans. Pour finir, nous proposons deux pistes de réflexion pour mettre en œuvre, en amont du Scot, une action paysagère qui aille dans le sens de la construction d'un projet de territoire intégrant la durabilité de l'agriculture.

Des paysages agraires mités par l'urbanisation

Le Pays ajaccien : « une agglomération nature, entre mer et montagne¹ » ?

- 5 Situé sur la côte ouest de la Corse, le Pays ajaccien est bordé sur ses franges par des contreforts relativement escarpés. Structurés par la vallée creusée par la Gravona, les paysages portent les stigmates d'une mise en valeur agropastorale ancestrale qui se perd peu à peu dans les méandres d'un tissu urbain plus ou moins lâche (carte 1). Entre mer et montagne, entre nature² et urbanisation, l'agglomération est polarisée par la ville d'Ajaccio qui constitue le premier pôle d'emplois et d'attractivité de l'île, concentrant près de 65 000 habitants (soit 22 % de la population insulaire) et offrant toutes les aménités urbaines (services, infrastructures, accès aux soins, loisirs, etc.). Saturée, la ville s'étend depuis plusieurs décennies sur son espace périphérique, notamment dans les communes autrefois rurales de la vallée. Ce mouvement de périurbanisation s'est accéléré et amplifié depuis une vingtaine d'années. Compte tenu de cette évolution et afin de gérer de façon coordonnée (voire cohérente) cet espace formé de communes interconnectées entre elles par les flux résidentiels et pendulaires, la communauté d'agglomération du Pays ajaccien ou Capa fut créée en 2004. Cette

entité administrative regroupe 9 communes autour du pôle urbain Ajaccio, couvrant ainsi une superficie de 27 000 hectares pour 76 500 habitants environ (Insee-RP, 2008), soit une densité de 140 hab./km². On peut penser que la création de la Capa scelle la reconnaissance politique d'un continuum entre la ville d'Ajaccio et son tiers-espace périurbain. Or, bien qu'appartenant à l'auréole des migrations pendulaires, la rive sud d'Ajaccio est pourtant exclue de ce territoire politico-administratif : le consensus politique n'a pas été trouvé. Mais le débat sera reconduit dans le cadre de la délimitation d'un périmètre pertinent pour le Scot du Grand Ajaccio.

Carte 1. Une agglomération aux paysages diversifiés

- 6 Les données de l'Institut français de l'environnement (Ifen) sur les modes d'occupation des sols tendent à montrer la mixité et l'imbrication des usages des sols sous-tendant l'armature paysagère de cet espace hybride. Le rapport de l'Agenda 21 (2011, p. 10-11³) conduit sur le territoire de la Capa note alors que « sur un plan général, et malgré l'évolution des types de construction, on peut continuer à distinguer deux sortes de paysages bâtis :

- le paysage urbain d'Ajaccio, marqué à la fois par la ville génoise et par les lieux de mémoire napoléonien ;
- le paysage rural des villages de l'intérieur, caractérisé par un habitat groupé de type traditionnel (maisons en granit) et la présence de nombreux témoignages matériels de la société agropastorale d'antan (aires de battage, moulins à grain ou à huile, fours à pain, fontaines et lavoirs, etc.). »

Figure 1. Modes d'occupation des sols en 2006 dans les communes de la Capa

Source : Ifen-CLC 2006.

- 7 Bien qu'en dehors de la ville d'Ajaccio, les espaces ouverts couvrent effectivement la majeure partie de la superficie de la (95 %), le constat réalisé dans l'Agenda 21 est discutable et la réalité plus contrastée : aux abords des villages de balcon qui incarnent l'habitat groupé rural traditionnel, la dispersion du bâti et le mitage des paysages « naturels » sont indéniables.

Évolution du bâti dans le Pays ajaccien

- 8 Dans le Pays ajaccien, les demandes résidentielles et pour la construction d'infrastructures expliquent quasiment à elles seules la dynamique d'urbanisation. La tendance est la même que dans la plupart des espaces hybrides : le pavillon individuel figure parmi les types de logement les plus prisés. En conséquence, il est intéressant de noter l'étalement spatial de la tache urbaine entre 1980 et 2009 (cf. carte 2) : au cours de la période 1980-2000, l'urbanisation s'est déployée dans l'arrière-pays en continuité de la ville, aux abords des villages et par création de quelques hameaux nouveaux ; depuis 2000, l'expansion du bâti progresse surtout de façon très anarchique à l'image de la plaine agricole fertile de Peri, et le long de la route nationale Ajaccio/Corte qui est l'axe structurant des mobilités quotidiennes.

Carte 2. Dynamique des espaces urbanisés de 1980 à 2009 au sein du territoire de la Capa⁴

- 9 Comme souvent, sous la pression de l'électoratisme foncier (Daligaux, 1999), les maires des communes ont globalement ouvert de très nombreux espaces à l'urbanisation (Tafani, 2010b). Ainsi, les choix (ou le laisser-faire) en matière de planification spatiale contribuent à expliquer la morphologie de la tache urbaine actuelle et l'évolution des profils paysagers de la Capa. Alors que le Scot s'imposera dans la hiérarchie des normes aux documents d'urbanisme existants en Capa, l'intégration de l'agriculture (via les paysages ?) au projet de territoire est un enjeu central, aussi bien pour le « monde agricole » que pour les citoyens qui recherchent un cadre de vie agréable.

« Inverser le regard » (Jarrige *et al.*, 2009) : le mitage des paysages agraires

- 10 Il est très fréquent (probablement car plus commode) de s'intéresser aux mutations paysagères en suivant les dynamiques de l'étalement des espaces artificialisés plutôt qu'en traitant les dynamiques spatiales propres aux types d'usages agricoles et les mutations paysagères induites. Pourtant, la problématique des espaces agricoles dans les territoires périurbains est duale : « L'agriculture fournit à la ville à la fois l'essentiel de son espace d'extension et de ses paysages. » (Jarrige *et al.*, 2009, p. 44.) Dans les plaines côtières de Corse, les terres agricoles, très convoitées, mal protégées⁵, sont particulièrement vulnérables et servent alors de réserve foncière pour l'urbanisation (Tafani, 2010b). Il en résulte une pression foncière prégnante, en volume comme en valeurs (Safer Corse, 2010). Cependant, réaliser ce type d'études (en « inversant le regard » pour considérer les usages fonciers agricoles) nécessite d'avoir accès à des données spécifiques issues de la conduite de diagnostics précis et exhaustifs (et parfois coûteux en ressources financières et humaines). La chambre d'agriculture de Corse-du-

Sud a réalisé pour la Capa en janvier 2009 un recensement géoréférencé des usages fonciers agricoles. Il sera d'ailleurs intéressant de le réactualiser dans quelques années afin d'avoir une vision diachronique de l'assise foncière des paysages agricoles.

- 11 Ce recensement, qui est à ce jour le plus précis et le plus récent, fait état d'une centaine d'exploitations⁶ couvrant 22 % de l'espace géographique de la Capa, soit environ 6 000 hectares (Capa-CA2A, 2009). La présence historique de l'agropastoralisme dans cette région de la vallée de la Gravona perdure : l'élevage, ovin notamment est le type d'orientation technico-économique prédominant en numéraire et en surface au sol. Selon l'étude conduite par la chambre d'agriculture, un troupeau moyen de 160 brebis nécessite une surface d'exploitation moyenne de 80 hectares. L'emprise spatiale de l'élevage bovin est elle aussi conséquente (31 % des surfaces exploitées). Le territoire d'exploitation de chacun de ces deux types de système d'élevage est organisé autour de l'exploitation pour 40 % de prairies mécanisables de fond de vallée directement en concurrence avec la demande foncière pour l'urbanisation, et pour 60 % de parcours remontant en coteaux. L'élevage caprin est quant à lui plutôt situé en coteaux, exploitant les espaces de parcours sur de plus grandes étendues puisqu'un troupeau moyen de 190 têtes occupe 145 hectares. Il convient de noter la présence de mise en valeur par le maraîchage, ainsi que celle relative aux activités équestres de loisirs. La situation de proximité à la ville d'Ajaccio et la fréquentation touristique de la région expliquent très certainement ces constats. La diversité des usages agricoles⁷ renvoie à une richesse paysagère certaine.

Carte 3. Mise en valeur agricole des sols et diversité des paysages agraires

- 12 Le recul des espaces agricoles face à l'urbanisation et l'évolution des paysages agraires produits dépendent non seulement des décisions urbanistiques des édiles, mais aussi de la dynamique de l'activité de production agricole. Cette dynamique est à la fois une

cause et une conséquence de la pression qui s'exerce sur le foncier agricole : cause car l'accès au foncier est rendu difficile notamment en Capa où 54 % des surfaces sont exploitées sans aucune maîtrise foncière⁸ ; conséquence car la dépréciation du métier d'agriculteur⁹ explique le faible nombre d'installations agricoles et le fait que seul un quart des départs à la retraite soit compensé par une installation de jeune agriculteur. La demande pour une agriculture multifonctionnelle qui, outre sa fonction productive, remplit des fonctions socioterritoriale et environnementale en entretenant un type de paysages et proposant un cadre de vie agréable, peut-elle contribuer à faire entrer l'agriculture dans le projet d'aménagement et de développement durables de la Capa ?

La place des paysages agraires dans le soutien à la multifonctionnalité agricole

Promouvoir les paysages agraires : un vernis vert ?

- 13 Bien que l'activité agricole soit multifonctionnelle par nature, sa reconnaissance politique et financière par la politique agricole commune date des années 1990. Dans un contexte de triple crise (sanitaire, identitaire et économique), la prise de conscience citoyenne des limites et des externalités négatives de l'agriculture productiviste a également conduit à soutenir la demande pour une agriculture multifonctionnelle, considérée comme durable car socialement acceptable (Berriet-Sollicet *et al.*, 2009). Fortement incités (voire carrément contraints) par les politiques publiques, les élus et experts de l'aménagement insèrent donc dorénavant un volet agricole aux diagnostics et rapports stratégiques (PADD en particulier) qui vantent les « bienfaits » d'une agriculture multifonctionnelle intégrée au territoire. Ces diagnostics sont souvent limités aux données de base des recensements généraux de l'agriculture (2000) – données qui sont d'ailleurs rarement géolocalisées – et à quelques généralités sur la multifonctionnalité agricole parmi lesquelles les aménités paysagères. Pourtant, « le paysage se réduit trop souvent, dans l'action publique, à une marchandisation de la mise en scène de la nature ; cette tendance est flagrante dans les espaces publics où l'action se ramène souvent à des traitements de façade et non à des réflexions s'interrogeant sur les enjeux sociaux de leur remodelage qui impliqueraient alors de remettre en cause les actuels déterminants des formes urbaines » (Luginbühl, 2007, p. 35).
- 14 L'agenda 21 de la Capa, premier diagnostic préfigurant le Scot, ne déroge pas à cette règle. Il est ainsi précisé que la poursuite de l'étalement urbain est une menace pour la biodiversité, la préservation des milieux naturels notamment littoraux. Il est également rappelé que le mitage urbain induit une aggravation des risques naturels, inondation et incendie, et une dénaturation des paysages. La « diminution du poids économique de l'agriculture liée à la diminution des surfaces agricoles et du nombre d'exploitants », le retrait de l'agriculture et des espaces agricoles face à l'étalement urbain constituent un risque pour le maintien et la préservation des paysages agricoles (au sens large) et naturels¹⁰. Il est précisé que par ailleurs le territoire permet de « développer une agriculture tournée vers l'agri-environnement », avec un « enracinement fort dans le terroir ». Et s'il est fait état de « l'urbanisation galopante » qui touche certains secteurs et des choix urbanistiques opérés en fonction des opportunités foncières, les élus affichent, selon la Capa, une volonté commune de mettre en place une « meilleure

maîtrise de l'urbanisation ». L'élaboration d'un Scot, le développement d'outils fonciers, le projet de création d'un établissement public foncier régional et le projet d'aménagement et de développement durable de la Corse (attendu pour fin 2013) sont cités comme autant d'opportunités de tendre vers une « meilleure » gestion foncière. Lors de l'élaboration du Scot, il faudra alors passer d'une multifonctionnalité agricole alibi, d'un simple vernis terroir, à la « construction sociale de la multifonctionnalité » (Jouve, 2007) de ce territoire périurbain, valorisant l'interdépendance entre villes et campagnes.

Une multifonctionnalité agricole « spontanée » : d'une consommation de proximité à la sensibilité paysagère ?

- 15 Dans le périurbain d'Ajaccio, l'interdépendance entre ville et campagne est en voie de construction. L'émergence d'une classe urbaine de consommateurs, la demande touristique ou encore l'existence de réseaux de connaissance et de consommation traditionnels sous-tendent le développement d'une économie de proximité rapprochant citoyens et producteurs. La vente de denrées agroalimentaires via des circuits courts de commercialisation est en plein essor : 43 % des exploitants agricoles pratiquent la vente directe tandis que 30 % d'entre eux commercialisent leur production sur des circuits courts (grossiste, épicerie fine, GMS) (données CA2A, 2009). À l'image de l'agriculture de la Capa, une grande diversité de produits est proposée : vin, huile et fromage mais aussi maraîchage de proximité, produits charcutés. La chambre d'agriculture de Corse-du-Sud (assistée d'organismes et/ou d'associations) soutient diverses actions pour répondre à un triple objectif : conforter le développement d'une agriculture de qualité et revaloriser les productions et produits agricoles ; redorer l'image du métier de producteur, de paysan inscrit dans un terroir ; mais aussi lutter contre les fraudes sur l'origine, durant la saison touristique notamment, en communiquant sur la saisonnalité des produits et les savoir-faire. Les projets en ce sens se multiplient : une « route des Sens-Authentiques » qui met en réseau paysans et artisans fut dessinée ; plusieurs foires agricoles ont été montées ; la fête de l'agriculture corse est organisée tous les ans ; des projets scolaires sont organisés régulièrement ; ou encore, récemment (2009) des marchés des producteurs de pays ont été lancés.
- 16 Ces marchés ont fait l'objet d'une première étude (2010). 52 questionnaires consommateurs et 26 questionnaires producteurs ont été réalisés sur les marchés de la côte ouest de la Corse-du-Sud durant la saison touristique 2010 (avril-août) par un étudiant. Compte tenu de la petite taille de ces échantillons, il n'est pas réellement possible d'en tirer des enseignements statistiques robustes mais ce travail met néanmoins en évidence des résultats qualitatifs intéressants qui posent les bases pour une étude complémentaire. Le profil des consommateurs a pu être appréhendé. Il ressort ainsi de ce travail que 70 % des consommateurs habitent dans un rayon de moins de 10 km pour la plupart des marchés. Ayant surtout été informés par bouche à oreille, ils viennent chercher en premier lieu du fromage et de la charcuterie, mais aussi des fruits et légumes frais, ou encore de l'huile d'olive et du miel. Leur présence sur les marchés est motivée par (dans l'ordre des préférences exprimées) la connaissance de l'origine des produits, le contact avec les producteurs, la fraîcheur des produits, le soutien au milieu rural, le goût des produits. Quant aux 26 producteurs qui participent aux marchés, ils espèrent tirer de ces marchés une meilleure valorisation

des produits, trouver un contact avec les clients et faire preuve de solidarité par la mise en œuvre d'une démarche collective (Tucci, 2010). Si ce travail ne portait pas explicitement sur l'entrée paysagère, il en ressort toutefois que les aménités agricoles paysagères ne sont jamais citées directement parmi les motivations des consommateurs présents sur le marché des producteurs de pays. Pour aller plus loin, il conviendrait de faire préciser le contenu du « soutien au milieu rural » qui est probablement plutôt un soutien économique. L'attrait pour le monde rural et une agriculture multifonctionnelle est aussi visible à partir du développement des services agritouristiques sur les exploitations agricoles. Là encore, on peut se demander quelles sont les motivations des touristes, et quelle est leur sensibilité paysagère.

L'entrée paysagère pour définir la place de l'agriculture dans le territoire ? Un enjeu pour le Scot

- 17 Le paysage, à la fois produit, vécu, perçu et visible, semble tout naturellement être une entrée à privilégier pour poser les termes du débat autour de l'aménagement et du développement territorial : « dans sa matérialité, le paysage est l'empreinte du mode de développement local et de ses contradictions potentielles » (Peyrache-Gadeau et Perron, 2010, p. 5). Ainsi, placer les paysages agraires au cœur du débat sur l'aménagement permettrait de mettre en regard la diversité des points de vue relatifs à la place de l'agriculture dans le projet d'aménagement et de faire plus facilement le lien avec l'activité agricole productive.

L'observation comme préalable à l'action

- 18 Aussi pour discuter des enjeux d'aménagement à partir des paysages, l'observation est l'étape préalable à toute démarche de diagnostic et à tout projet de développement. Pourtant, produire une observation de qualité nous semble encore être un enjeu d'actualité. Les récents débats conduits par la Collectivité territoriale de Corse (CTC) autour des assises du foncier et du logement confortent ce point de vue : il a été souligné à plusieurs reprises et par des acteurs différents qu'en Corse, en matière d'occupation de l'espace (support des paysages produits et objets), l'information est tronquée et fragmentaire. Les acteurs interrogés (dont l'université de Corse) ont à tour de rôle fait état des problèmes d'accessibilité aux données, de manque de ressources humaines pour traiter l'information, du défaut de coordination entre structures. Il existe de nombreuses difficultés pour délimiter avec précision les contours du foncier agricole. Premièrement, le niveau de précision auquel la donnée est fournie induit une première difficulté pour l'analyse : par exemple, considérant des groupes de parcelles de mise en valeur homogène, les contours des territoires agricoles repérés par télédétection (Corine Land Cover) et identifiés comme tels ne se superposent pas exactement aux frontières des espaces agricoles déclarés par les exploitants agricoles à la PAC. Ces différences relèvent également du statut des exploitants agricoles (éligibles aux aides PAC ou non en fonction de la professionnalisation de l'exploitant). Ensuite, des écarts peuvent être repérés entre espaces agricoles réellement exploités et espaces agricoles déclarés¹¹. Ces biais ont souvent directement à voir avec les modes de faire-valoir et la maîtrise foncière des parcelles exploitées, ainsi qu'avec le mode de calcul du montant des aides, en particulier en agropastoralisme dans les milieux arbustifs

relativement fermés : pour certaines aides, il est nécessaire de faire preuve d'un usage foncier garanti ; la valeur fourragère des îlots déclarés joue directement sur la modulation du montant de l'indemnité compensatoire aux handicaps de montagne. Enfin, faut-il considérer comme territoires agricoles uniquement les espaces mis en valeur à un instant T ou intégrer plus largement des territoires plus ou moins en friches où des terres de bonnes potentialités agronomiques pourraient être remises en valeur ?

- 19 Or, compte tenu de l'entrée spatiale qui est la nôtre, la connaissance objective des dynamiques des paysages agraires passe nécessairement par une information foncière de qualité concernant l'occupation de l'espace agricole (Jarrige *et al.*, 2009). On peut espérer que les récentes lois Grenelle II et de modernisation agricole vont contribuer à faciliter la tâche de la Collectivité territoriale de Corse dans son ambition de monter un observatoire foncier régional. Le travail de coordination de l'ensemble des initiatives prises sur le territoire s'avère lourd : en matière de consommation des terres agricoles, les structures étatiques et régionales ont déjà commencé à se télescoper¹². On peut alors se demander si cette situation résulte d'un problème anodin de calendrier ou d'un enjeu de pouvoir sclérosant...

La médiation paysagère

- 20 En complément de l'observation et de la production d'une connaissance objective des paysages agraires et de leurs dynamiques, et dans la perspective de mettre en œuvre une action d'aménagement, il convient de produire une connaissance des perceptions paysagères des différents acteurs. Ceci est à faire afin d'identifier les enjeux d'aménagement pour le territoire considéré et d'articuler les trajectoires individuelles des exploitants agricoles avec les logiques collectives et institutionnelles dans lesquelles elles s'inscrivent. Il s'agit de confronter, d'une part, les représentations du paysage que peuvent avoir les différents groupes d'acteurs et, d'autre part, les pratiques qui les sous-tendent (Caillaud et Marie, 2009). En effet, « c'est la société qui est au centre du débat et non les formes, même si l'analyse des formes et de leurs dynamiques peut contribuer à la compréhension des relations de l'homme à la nature et à ce qui l'entoure » (Luginbühl, 2007, p. 37). Aussi convient-il de répondre aux questions suivantes pour trouver la « distance » qui convient entre chacun des acteurs et les paysages (Davodeau, 2011) : quels descripteurs des paysages sont les plus importants aux yeux des différents groupes d'acteurs ? S'agit-il de la vue sur mer ? Il conviendrait alors de chercher à mieux caractériser la vue sur mer à l'instar de Samuel Robert (2009). Doit-on préserver l'unité des espaces agricoles étagés qui facilite l'organisation du travail pour les exploitants et leur donne accès à une diversité d'écosystèmes ? Faut-il préserver les paysages remarquables ? Ou faut-il préserver le paysage réserve de biodiversité, le paysage quotidien, le paysage identitaire, etc. ? Autant de points de vue que de fonctions associées à ces paysages : une fonction contemplative, un support de production, une fonction récréative ou encore une fonction patrimoniale. Suite à cette médiation paysagère (Paradis et Lelli, 2010), la méthode d'évaluation multicritère appliquée aux paysages est particulièrement intéressante pour déterminer et proposer des scénarii d'aménagement (Plottu et Plottu, 2010) : en partant de profils paysagers, il s'agit d'ordonner les éléments remarquables pour faire les arbitrages politiques en conséquence. Cette approche est

pertinente en ce qu'elle tient compte de la complexité et de la multidimensionnalité des paysages.

Conclusion

- 21 Comme le propose la chambre d'agriculture, choisir l'entrée paysagère pour « défendre » l'activité agricole du pays ajaccien face aux enjeux fonciers semble pertinent de prime abord : en effet, le paysage est un thème fédérateur, portant sur une multitude d'enjeux et intéressant une plus grande diversité d'acteurs que le seul monde agricole. Pourtant, bien qu'un discours politique favorable à la multifonctionnalité de l'agriculture existe et que de nouvelles relations ville-campagne se nouent, on peut se demander si la question paysagère est bien au cœur des préoccupations des citoyens et des consommateurs corses. En effet, tandis que les réseaux de consommation agroalimentaire de proximité se développent sans conteste, la reconnaissance des paysages agraires comme ressource territoriale partagée reste à mettre à l'épreuve des représentations sociospatiales des acteurs (Peyrache-Gadeau et Perron, 2010). En ce sens, les perceptions et les demandes paysagères mériteraient d'être explicitées au cours d'une médiation à même de confronter les points de vue sur la place que doit occuper l'agriculture dans la construction du projet de territoire. Cette démarche est susceptible de favoriser l'entrée dans un « troisième âge de la relation ville/campagne, qui serait dominé par des rapports de transaction » (Vanier, 2005). À cette condition, la durabilité de l'agriculture périurbaine dans le Pays ajaccien pourra être envisagée.

L'auteur remercie chaleureusement Estelle Dampne et Stella Emmanuelli de la chambre d'agriculture de Corse-du-Sud pour leurs échanges constructifs et les ressources documentaires mises à disposition.

BIBLIOGRAPHIE

- Berriet-Sollic, M., Schmitt, B., Trouvé, A. et Aubert, F., « Deuxième pilier de la PAC et développement rural : le RDR est-il vraiment rural ? » dans Aubert, F., Piveteau, V., et Schmitt, B. (dir.), *Politiques agricoles et territoires*, Versailles, éditions Quae/Inra, 2009, p. 165-182.
- Caillault, S. et Marie, M., « Pratiques agricoles, perceptions et représentations du paysage : quelles articulations ? Approches croisées Nord/Sud », *Noroi*, 213, 2009/4, mis en ligne le 15 décembre 2011, URL : <http://noroi.revues.org/2995>.
- Cochet, H., *L'Agriculture comparée. Genèse et formation d'une discipline scientifique*, Institut national agronomique Paris-Grignon, 2005.
- Daligaux, J., *Urbanisation et société locale en Provence*, Paris, L'Harmattan, 1999, 267 p.
- Davodeau, H., « La dimension spatiale de l'action paysagère », *Annales de géographie*, n° 679, 2011, p. 246-265.

Deffontaines, J.-P., « Systèmes agricoles et paysages », dans Jollivet, M. (sous la dir. de.), *Pour une agriculture diversifiée. Arguments, questions, recherches*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 225-231.

Deffontaines, J.-P., *Les Sentiers d'un géo-agronome*, Paris, Éditions Arguments, 1998, 360 p.

Gatien, A., Corbonnois, J. et Laurent, F., « Une analyse de paysages comme préalable à l'étude des systèmes agraires : application à la vallée du Loir », *Noroi*, 213, 2009/4, mis en ligne le 15 décembre 2011, URL : <http://noroi.revues.org/index3059.html>

Jarrige, F., Thinon, P., Delay, C., Montfraix, P., « L'agriculture s'invite dans le projet urbain. Le schéma de cohérence territoriale de Montpellier agglomération », *Innovations agronomiques*, n° 5, 2009, p. 41-51.

Jouve, A-M., « Les agricultures périurbaines méditerranéennes à l'épreuve de la multifonctionnalité : comment fournir aux villes une nourriture et des paysages de qualité ? », *Cahiers agricultures*, n° 4, juillet-août 2007, vol. 16.

Luginbühl, Y., « Pour un paysage du paysage », *Économie rurale*, 297-298, janvier-avril 2007, mis en ligne le 1^{er} mars 2009, URL : <http://economierurale.revues.org/index1931.html>

Paradis, S. et Lelli, L., « La médiation paysagère, levier d'un développement territorial durable ? », *Développement durable et territoires*, n° 2, septembre 2010, URL : <http://developpementdurable.revues.org/8548>.

Peyrache-Gadeau, V. et Perron, L., « Le paysage comme ressource dans les projets de développement territorial », *Développement durable et territoires*, 2010, n° 2, URL : <http://developpementdurable.revues.org/8556>.

Plottu, E. et Plottu, B., « Multidimensionnalité des enjeux du paysage : de l'évaluation à la décision », *Revue d'économie régionale & urbaine*, 2010, p. 293-311.

Robert, S., « La vue sur mer et l'urbanisation du littoral. Approche géographique et cartographique sur la Côte d'Azur et la Riviera du Ponant », thèse de doctorat de l'Université de Nice, 4 décembre 2009, 456 p.

Tafari, C., « Agriculture, territoire et développement Durable. Analyse systémique d'une agriculture littorale sous pression touristique : l'exemple de la Balagne en Corse », thèse de doctorat en géographie, université de Corse, 2010a, 543 p.

Tafari, C., « Littoral Corse : entre préservation de la nature et urbanisation, quelle place pour les terres agricoles ? », *Méditerranée*, n° 115, 2010b, p. 79-91.

Tucci, M., « Commercialisation des produits agricoles en vente directe », rapport de stage de master 2, I.A.E. de Corse, 16 juillet 2010, 138 p.

Vanier, M., « La relation ville/campagne excédée par la périurbanisation », *Cahiers français*, n° 328, 2005, p. 13-17.

Rapports et statistiques

Capa, « État des lieux du territoire préalable à l'élaboration de l'Agenda 21 du Pays ajaccien », mise à jour avril 2011, 70 p.

Chambre d'agriculture de Corse-du-Sud, « L'agriculture en communauté d'agglomération du Pays ajaccien. Synthèse », janvier 2009, 16 p.

Collectivité territoriale de Corse, « Engagement territorial pour une politique foncière et du logement : rapport à l'Assemblée de Corse », 30 juin 2011, 131 p.

Commune de Sarrola-Carcopino, « Plan local d'urbanisme : rapport de présentation et PADD », juillet 2010, 147 p.

Ifen, Corine Land Cover, 2006.

Insee, Recensement de Population 2008.

Safer Corse, Observatoire foncier régional, 2010.

NOTES

1. Citation extraite du diagnostic de territoire réalisé en préalable à l'élaboration de l'Agenda 21 de la Capa.
2. Espaces ouverts.
3. Fiche n° 1 « Milieux naturels et paysages ».
4. Vectorisation réalisée par l'auteur pour l'année 2009.
5. En tout cas bien moins que les espaces naturels.
6. En janvier 2009, la chambre d'agriculture référençait 93 exploitations (à titre principal) sur le territoire de la Capa.
7. Au sens large.
8. 13 % des terres agricoles appartiennent aux exploitants, 28 % font l'objet d'un bail à ferme et 5 % d'une convention pluriannuelle de pâturage (CA2A, 2009).
9. Liée à la dureté du métier, aux contraintes qu'il peut imposer dans un contexte où le coût d'opportunité du travail extérieur (notamment dans le tourisme) est moindre.
10. À noter qu'il est souvent difficile de faire la différence entre un usage agropastoral et un usage de nature (Tafari, 2010b).
11. Écarts identifiés en comparant les données des espaces déclarés de la DDTM et ceux d'une enquête terrain de la chambre d'agriculture. Voir également les débats sur l'ICHN en Corse.
12. Alors que la Collectivité territoriale de Corse (CTC), dans son rapport à l'Assemblée de Corse de juillet 2010, proposait la création d'un observatoire foncier régional qu'elle coordonnerait, la Direction départementale des territoires et de la mer initiait le montage de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles, sans concertation avec la CTC, et déléguant les travaux d'observation à un bureau d'études situé à l'extérieur du territoire Corse.

RÉSUMÉS

Alors que se met en place un nouveau contrat social entre consommateurs et producteurs dans le Pays ajaccien, se pose la question de l'intégration de l'agriculture au projet de développement territorial de la communauté d'agglomération. En amont de la réalisation du Scot, nous nous demandons si l'entrée paysagère est pertinente pour promouvoir le développement d'une activité agricole sous pression foncière ? L'analyse des dynamiques foncières montre en effet que les paysages agraires ont été largement mités par l'avancée de l'urbanisation depuis les années 1980. L'émergence d'une économie de proximité peut alors laisser penser que se construit une « interterritorialité » à même de sous-tendre un projet de territoire où l'agriculture aurait sa

place dans le paysage. Il conviendrait alors de consolider l'observation territoriale et de développer une démarche de médiation paysagère.

Whereas a new social contract links consumers and producers of the peri-urban area of Ajaccio, the integration of agriculture in the territorial planning is questioned. Precisely, is a landscape approach accurate to promote a farming activity under land pressure ? The study of the land-use dynamics points out that the rural landscapes have suffered the urban sprawl since the 1980's. The development of a local economics let one's think that there is a new social and territorial transaction at work, which can help to define a place for agriculture. But for that, the observation system should be improved and a landscape's mediation ought to be implemented.

INDEX

Mots-clés : paysage agraire, foncier agricole, multifonctionnalité de l'agriculture, interterritorialité

Keywords : rural landscapes, farm-land, multifunctional agriculture, territoriality

AUTEUR

CAROLINE TAFANI

Agronome et géographe et maître de conférences en géographie à l'université de Corse/UMR
CNRS 6240 LISA
tafani[at]univ-corse[dot]fr